

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995.

Brussel, 24 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
M. LEBRUN

F. 95 - 2641

[S - C - 29421]

**2 JUIN 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel relative à la création et aux règles de fonctionnement du Bureau de conciliation**

Le Gouvernement de la Communauté française.

Vu l'article 97 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

Vu la décision de la Commission Paritaire centrale de l'Enseignement libre non confessionnel;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, en date du 29 mai 1995.

Arrête :

**Article unique.** La décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel du 6 avril 1995 relative à la création et aux règles de fonctionnement du bureau de conciliation est rendue obligatoire.

Bruxelles, le 2 juin 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,  
M. LEBRUN

**Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel**

Décision relative à la création et aux règles de fonctionnement du bureau de conciliation

En séance du 6 avril 1995, la Commission paritaire centrale de l'Enseignement libre non confessionnel réunie sous la présidence de M. J.-L. Richard, Conciliateur social, et régulièrement composée pour pouvoir délibérer valablement, a adopté, à l'unanimité, la décision suivante pour laquelle elle demande que le Gouvernement de la Communauté française décide de la rendre obligatoire en exécution de l'article 97 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

A l'unanimité de ses membres, la Commission paritaire centrale demande également au Gouvernement de la Communauté française de veiller à la publication de la présente décision au *Moniteur belge* dans les plus brefs délais à dater de son approbation par le Gouvernement.

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 portant règlement général des commissions paritaires dans l'enseignement libre;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre non-confessionnel;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire centrale de l'Enseignement libre non confessionnel approuvé à l'unanimité de ses membres en sa séance du 1er décembre 1994.

Décide :

**Création d'un Bureau de Conciliation**

Article 1er. La Commission paritaire centrale de l'Enseignement libre non confessionnel crée en son sein un Bureau de Conciliation dont la composition et les modalités de fonctionnement sont régies par la présente décision.

Le Bureau de Conciliation est compétent pour les membres du personnel subsidiés et les établissements d'enseignement libre non confessionnel relevant du champ d'application du décret du 1er février 1993, fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

**Compétence matérielle.**

Art. 2. Le Bureau de Conciliation créé en exécution de la présente décision est compétent pour prévenir ou concilier tout différend qui menace de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du décret du 1er février 1993 pour autant que les deux conditions suivantes soient cumulativement réunies:

1. le différend concerne un ou des pouvoir(s) organisateur(s) et/ou une ou des organisation(s) représentatives) des membres du personnel relevant de la Commission paritaire centrale créée en exécution de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel.

2. le différend est relatif :

a) soit au décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

b) soit à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 portant règlement général des commissions paritaires dans l'enseignement libre;

c) soit à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel;

d) soit aux conditions générales de travail dans l'enseignement libre non confessionnel édictées par la Commission paritaire centrale;

e) soit aux règles complémentaires aux dispositions du décret du 1er février 1993 édictées par la Commission paritaire centrale.

Il est important de souligner que le Bureau de Conciliation n'est pas compétent pour les matières qui relèvent de la compétence des Chambres de Recours.

#### Introduction de la demande de conciliation

Art. 3. § 1er. La demande de conciliation doit être adressée au président de la Commission paritaire centrale :

- soit par un pouvoir organisateur de l'enseignement libre non confessionnel;
- soit par une organisation représentative des membres du personnel dans l'enseignement libre non confessionnel.

§ 2. Si une demande de conciliation est adressée au Président de la Commission paritaire centrale par un ou plusieurs membres du personnel, cette demande n'est recevable qu'à la condition :

- soit qu'elle soit transmise au Président par une des organisations visées au § 1er du présent article;
- soit qu'elle soit appuyée par une des organisations visées au § 1er du présent article.

#### Contenu de la demande de conciliation

Art. 4. La demande de conciliation doit contenir une description fidèle du différend que le demandeur souhaite soumettre au Bureau de Conciliation et être accompagnée de toute pièce que ce demandeur estime utile à la compréhension du différend qu'il soumet.

#### Transmission de la demande de conciliation

Art. 5. Dès réception de la demande de conciliation, le Président en accuse réception auprès de son auteur et en transmet copie au Pouvoir Organisateur concerné, au Référendaire de la Commission paritaire centrale ainsi qu'à toutes les organisations siégeant au sein de la Commission paritaire centrale.

#### Traitement préalable de la demande de conciliation

Art. 6. Avant de réunir le Bureau de Conciliation, le Président peut, soit directement, soit par l'intermédiaire du Référendaire solliciter toutes les informations qu'il juge nécessaires au traitement rapide de la demande de conciliation, aussi bien auprès des parties concernées qu'auprès de l'Administration compétente.

Les personnes, organisations ou administrations auxquelles sont demandées des informations en application du présent article, y donnent suite dans le délai fixé dans la demande d'informations complémentaires.

Les informations complémentaires obtenues en application du présent article sont transmises préalablement à la réunion du Bureau de Conciliation, aux personnes et organisations mentionnées à l'article 5 de la présente décision.

Enfin, les prérogatives du Président lui permettent de prendre toute initiative qui puisse favoriser la résolution de tout différend.

#### Convocation du Bureau de Conciliation

Art. 7. Les convocations en vue de participer à la réunion du Bureau de Conciliation sont adressées au Pouvoir Organisateur de l'établissement d'enseignement concerné, au demandeur de la conciliation, au Référendaire ainsi qu'aux organisations siégeant au sein de la Commission paritaire centrale.

Sauf urgence, les convocations doivent être adressées au moins 10 jours avant la réunion du Bureau de Conciliation.

Les convocations doivent mentionner :

- a) les lieu, date et heure de la réunion du Bureau de Conciliation;
- b) l'objet de la demande de conciliation;
- c) les informations complémentaires obtenues en application de l'article 6 de la présente décision.

#### Délai de convocation du Bureau de Conciliation

Art. 8. Le Président est tenu de convoquer le Bureau de Conciliation le plus rapidement possible et au plus tard dans les 30 jours de la réception de la demande de conciliation. Bien entendu, une période de congé scolaire peut éventuellement prolonger ledit délai.

#### Lieu de réunion du Bureau de Conciliation

Art. 9. En principe, les réunions du Bureau de Conciliation se déroulent au siège de la Commission paritaire centrale. Toutefois, en cas de nécessité, le Président peut décider de tenir la réunion en dehors du siège de la Commission paritaire centrale.

Dans tous les cas, le Bureau de Conciliation ne peut se tenir au siège de l'établissement d'enseignement concerné par la demande de conciliation.

#### Composition du Bureau de Conciliation

Art. 10. § 1er. Le Bureau de Conciliation se réunit à l'initiative et sous la présidence du Président de la Commission paritaire centrale. En cas d'absence de ce dernier, la présidence est assurée par le Vice-Président de la Commission paritaire centrale.

§ 2. Le Secrétaire ou le Secrétaire adjoint assiste aux réunions du Bureau de Conciliation.

§ 3. Le Référendaire assiste aux réunions du Bureau de Conciliation, à la demande du Président.

§ 4. Le Bureau de Conciliation est en outre composé pour moitié de représentants désignés par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs et pour moitié par les organisations représentatives des travailleurs. Dans chacun de ces deux groupes, les membres doivent être des membres effectifs ou suppléants de la Commission paritaire centrale.

Le Bureau de conciliation est composé au maximum de 6 membres désignés par les organisations représentatives des employeurs et au maximum de 6 membres désignés par les organisations représentatives des travailleurs.

Les membres désignés par les organisations représentatives des travailleurs et les membres désignés par les organisations représentatives des employeurs se répartissent de la même façon que dans la Commission paritaire centrale.

Lorsque la parité n'est pas atteinte par les membres présents avant le début de la réunion du Bureau de Conciliation, cette parité doit obligatoirement être rétablie.

§ 5. Le Bureau de Conciliation ne peut délibérer valablement que si toutes les organisations siégeant au sein de la Commission paritaire centrale y sont représentées.

§ 6. Les organisations siégeant au Bureau de Conciliation désignent librement leurs représentants lors de chaque réunion dudit Bureau.

§ 7. Bien entendu, les personnes directement concernées par le litige ne peuvent siéger au Bureau de conciliation.

§ 8. Seuls les Président, Vice-Président, Secrétaire, Secrétaire adjoint et Référendaire ainsi que les membres effectifs ou suppléants de la Commission paritaire centrale peuvent prétendre au remboursement des frais tels que prévus par l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel.

#### Représentation des parties concernées par le différend

Art. 11. § 1. Dans le respect des dispositions du § 2 du présent article, le demandeur de la conciliation, le Pouvoir Organisateur concerné ainsi que toutes les organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Commission paritaire centrale peuvent désigner des personnes chargées de présenter le différend devant le Bureau de Conciliation.

§ 2. Le Pouvoir Organisateur concerné doit être représenté au moins par un membre du Pouvoir Organisateur ou par une personne de la Direction. Ce représentant dûment mandaté doit pouvoir prendre des engagements au nom du Pouvoir Organisateur. Le représentant du Pouvoir Organisateur peut être accompagné de conseillers techniques qui ont droit à la parole.

#### Présentation du différend

Art. 12. § 1. Conformément à l'article 11 de la présente décision, le Président demande à chacune des parties concernées de présenter le différend et d'exposer son point de vue.

Le Président peut inviter le Référendaire à communiquer les résultats de ses investigations.

§ 2. Sans prendre position à l'égard du différend soumis à la conciliation, les membres du Bureau de Conciliation peuvent interroger les différentes parties en présence.

Le Référendaire fournit toutes les informations et précisions qu'il juge utiles et peut poser des questions aux parties concernées par le différend.

§ 3. Lorsque les membres du Bureau de Conciliation s'estiment suffisamment informés pour tenter de mener à bien sa mission et proposer une solution valable aux parties concernées, le Président invite les représentants des parties concernées par le différend à se retirer afin que le Bureau de Conciliation puisse délibérer valablement.

§ 4. Quant au procès-verbal, il sera le reflet fidèle et détaillé des interventions et des questions abordées au cours de l'audition des parties concernées par le différend.

#### Délibération du Bureau de Conciliation

Art. 13. Le Bureau de Conciliation composé conformément aux dispositions de l'article 10 de la présente décision délibère à huit clos.

Aucun procès-verbal des délibérations du Bureau de Conciliation n'est dressé.

A l'issue de ses délibérations, le Bureau de Conciliation peut :

- soit formuler une proposition de solution;
- soit dresser un constat de carence.

Le Bureau de Conciliation peut également recommander aux parties concernées par le différend de poursuivre ou d'entamer des négociations à leur niveau.

Toutefois si le Bureau de Conciliation n'est pas en mesure de formuler une proposition unanime, le Président peut, après concertation avec toutes les organisations représentées au sein du Bureau de Conciliation, formuler une recommandation aux parties concernées par le différend. Une telle recommandation du Président a pour but de favoriser la négociation à leur niveau.

Toute conclusion du Bureau de Conciliation est rédigée séance tenante.

#### Communication des conclusions du Bureau de Conciliation

Art. 14. A l'issue des délibérations du Bureau de Conciliation, le Président donne lecture aux parties concernées par le différend des conclusions du Bureau de Conciliation.

Le Secrétaire remet à chacune des parties le texte de ces conclusions.

Les parties concernées par le différend sont alors invitées à prendre position à l'égard des conclusions du Bureau de Conciliation et leurs interventions sont actées au procès-verbal de la réunion du Bureau de Conciliation.

#### Notification des conclusions du Bureau de Conciliation

Art. 15. Sans préjudice des dispositions des articles 14 et 16 de la présente décision, dans les 3 jours qui suivent la réunion du Bureau de Conciliation, le Président est tenu d'adresser copie des conclusions du Bureau de Conciliation ainsi que la position adoptée à l'égard de ces conclusions, aux parties concernées par le différend, au référendaire ainsi qu'aux organisations siégeant au sein de la Commission paritaire centrale.

## Délai de transmission du procès-verbal

Art. 16. Le procès-verbal de la réunion du Bureau de Conciliation est établi conformément aux dispositions de la présente décision et contient en annexe les conclusions du Bureau de Conciliation.

Dans le même délai que celui fixé pour la transmission des procès-verbaux des réunions de la Commission paritaire centrale, ce procès-verbal est transmis aux parties concernées et aux organisations siégeant au sein de la Commission paritaire centrale.

## Rapport des activités du Bureau de Conciliation

Art. 17. Au moins une fois par an, dans le courant du mois de février, le Président soumet à la Commission paritaire centrale, un rapport relatif aux activités du Bureau de Conciliation.

Ce rapport contient au moins les éléments que voici:

- a) nombre de réunions du Bureau de Conciliation;
- b) les thèmes des différends soumis à la conciliation;
- c) une synthèse des conclusions intervenues au cours des réunions du Bureau de Conciliation;
- d) un relevé des positions adoptées par les parties concernées par le différend à l'égard des conclusions du Bureau de Conciliation.

Ce rapport, établi par le Président, est présenté pour discussion aux membres de la Commission paritaire centrale.

## Obligations des établissements d'enseignement

Art. 18. Dès que la présente décision sera rendue obligatoire par le Gouvernement de la Communauté française, les *Pouvoirs Organisateurs* relevant du champ de compétence de la Commission paritaire centrale seront tenus d'annexer la présente décision à leur règlement de travail.

L'obligation mentionnée à l'alinéa précédent devra être réalisée dans les deux mois suivant la décision du Gouvernement de la Communauté française.

Entrée en vigueur de la décision.

Art. 19. La présente décision entre en vigueur le 6 avril 1995.

Le Secrétaire,

G. FOSTY.

Le Président,

J.-L. RICHARD.

## VERTALING

N. 95 – 2041

IS – C – 294211

**2 JUNI 1995. – Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij bindende kracht wordt verleend aan de beslissing van de commissie van het vrij niet-confessioneel onderwijs tot oprichting en regeling van de werking van de bemiddelingsdienst**

De Regering van de Franse Gemeenschap.

Gelet op artikel 97 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij niet-confessioneel onderwijs;

Gelet op de beslissing van de Centrale paritaire commissie in het Vrij niet-confessioneel onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 29 mei 1995;

Besluit :

**Enig artikel.** De beslissing van de Centrale paritaire commissie van het vrij niet-confessioneel onderwijs d.d. 6 april 1995, tot oprichting en regeling van de werking van de bemiddelingsdienst, wordt bindend verklaard.

Brussel, 2 juni 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,

Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

**Centrale paritaire commissie van het niet-confessioneel vrij onderwijs**

Beslissing tot oprichting en regeling van de werking van de bemiddelingsdienst

In vergadering d.d. 6 april 1995 heeft de Centrale Paritaire Commissie van het niet-confessioneel vrij onderwijs, vergaderd onder het voorzitterschap van de heer J.L. Richard, Sociaal Bemiddelaar, en regelmatig samengesteld om geldig te kunnen beraadslagen met algemene stemmen deze beslissing aangenomen waarvoor zij vragen dat de Regering van de Franse Gemeenschap beslist ze bindend te verklaren ter uitvoering van artikel 97 van het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Eenstemmig vragen de leden van bedoelde commissie eveneens de Regering van de Franse Gemeenschap om voor de bekendmaking van deze beslissing in het Belgisch Staatsblad te zorgen in de kortste termijn te rekenen van de goedkeuring ervan door de regering

Gelet op het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 houdende algemeen reglement van de Paritaire Commissies in het vrij onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het vrij niet-confessioneel onderwijs;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de commissie eenparig goedgekeurd door zijn leden op 1 december 1994,

Besluit :

#### Oprichting van een bemiddelingsdienst

Artikel 1. De Centrale Paritaire Commissie van het vrij niet-confessioneel onderwijs richt onder zijn leden een bemiddelingsdienst op, waarvan de samenstelling en werking door deze beslissing worden geregeld.

De bemiddelingsdienst is bevoegd voor de gesubsidieerde personeelsleden en de inrichtingen van het vrij niet-confessioneel onderwijs waarop voormeld decreet van 1 februari 1993 toepasselijk is.

#### Materiële bevoegdheid

Art. 2. De hierbij opgerichte bemiddelingsdienst is bevoegd om elk geschil dat gerezen is of zou kunnen rijzen tussen de inrichtende machten en personeelsleden die onder het decreet van 1 februari 1993 ressorteren mits de 2 volgende voorwaarden samen vervuld zijn :

1° het geschil betreft een of meer inrichtende machten en een of meer representatieve organisaties van werknemers ressorterend onder de centrale paritaire commissie opgericht ingevolge het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het vrij niet-confessioneel onderwijs;

2° het verschil betreft :

- a) het decreet d.d. 1 februari 1993 voormeld;
- b) of het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 houdende algemene regeling van de paritaire commissies in het vrij onderwijs;
- c) of het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het vrij niet-confessioneel onderwijs;
- d) of de algemene werkvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs, bepaald door de centrale paritaire commissie;
- e) of de regels ter aanvulling van de bepalingen van het decreet van 1 februari 1993, bepaald door de centrale paritaire commissie. De bemiddelingsdienst is niet bevoegd voor de onder de raden van beroep ressorterende materies.

#### Indiening van het bemiddelingsverzoek

Art 3. § 1. Het verzoek moet gericht worden aan de voorzitter van de centrale paritaire commissie :

- door een inrichtende macht van het vrij niet-confessioneel onderwijs;
- of door een representatieve organisatie van het personeel van het vrij niet-confessioneel onderwijs.

§ 2. Als een verzoek aan de voorzitter gericht wordt door een of meer personeelsleden, dan is het pas ontvankelijk wanneer :

- het aan de voorzitter gericht wordt door een organisatie bedoeld in § 1 van dit besluit,
- of het gesteund wordt door een organisatie bedoeld in § 1 van dit besluit.

#### Inhoud van het verzoek

Art 4. Het verzoek moet een getrouwe weergave bevatten van het geschil dat de verzoeker aan de dienst wil voorleggen, en vergezeld gaan van elk stuk dat hij nuttig acht voor het begripen van het geschil.

#### Overzending van het verzoek

Art 5. Zodra het verzoek ontvangen wordt, zendt de voorzitter het bewijs van ontvangst ervan aan de indiener en een afschrift van het verzoek aan de betrokken inrichtende macht, de referendaris van de centrale paritaire commissie en aan alle organisaties die in de centrale paritaire commissie zitting hebben.

#### Vooronderzoek

Art. 6. Voordat hij de bemiddelingsdienst bijeenroep, kan de voorzitter rechtstreeks of via de referendaris alle inlichtingen inwinnen die hij nuttig acht voor een spoedige behandeling van het verzoek, zowel bij de betrokken partijen als bij het bevoegde bestuur.

De personen, organisaties en besturen die krachtens dit artikel verzocht worden inlichtingen te verstrekken, doen zulks binnen de termijn bepaald in de aanvraag om inlichtingen.

De aldus verkregen bijkomende inlichtingen worden, voor de vergadering van de bemiddelingsdienst, overgezonden aan de in artikel 5 bedoelde personen en organisaties.

De voorzitter kan elk initiatief nemen dat de oplossing van een geschil bevordert.

#### Bijeenroeping van de bemiddelingsdienst

Art 7. De convocaties worden gezonden aan de inrichtende macht van de betrokken inrichting aan de persoon die om bemiddeling verzoekt, aan de referendaris, aan de organisaties die in de centrale paritaire commissie zitting hebben.

Behalve bij dringende noodzaak moeten de convocaties ten minste 10 dagen voor de bijeenkomst verstuurd worden.

Ze vermelden :

- a) plaats, dag en uur van de vergadering;
- b) doel van het verzoek;
- c) bijkomende inlichtingen, bekomen met toepassing van artikel 6.

## Termijn voor de bijeenroeping.

Art. 8. De voorzitter moet de bemiddelingsdienst zonder verwijl bijeenroepen, binnen de 10 dagen na ontvangst van het verzoek. Een schoolverlof verlengt uiteraard die termijn.

## Plaats van de bijeenkomst

Art. 9. De bemiddelingsdienst vergadert principieel ten zetel van de centrale paritaire commissie. In geval van noodzaak kan de voorzitter beslissen, de vergadering elders te beleggen, doch in geen geval in de inrichting waarop het bemiddelingsverzoek betrekking heeft.

## Samenstelling van de bemiddelingsdienst

Art. 10. § 1. De dienst vergadert op initiatief van de voorzitter van de centrale paritaire commissie en wordt door hem voorgezeten of bij ontstentenis, door de ondervoorzitter van die commissie.

§ 2. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergadering bij.

§ 3. De referendaris woont de vergadering bij op verzoek van de voorzitter.

§ 4. Voor het overige bestaat de bemiddelingsdienst voor de helft uit vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van inrichtende machten en voor de helft uit vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van werknemers. In elke groep moeten de leden werkend lid of plaatsvervanger in de centrale paritaire commissie zijn.

Hij omvat ten hoogste 6 leden van elk van beide groepen.

De leden van elke groep zijn op dezelfde wijze verdeeld als in de centrale paritaire commissie.

Als de pariteit onder de aanwezige leden voor de vergadering niet bereikt is dan moet ze hersteld worden.

§ 5. De dienst vergadert geldig als alle organisaties die in de centrale paritaire commissie zitting hebben, vertegenwoordigd zijn.

§ 6. De organisaties die in de bemiddelingsdienst zitting hebben, wijzen bij elke vergadering hun vertegenwoordigers vrij aan.

§ 7. Personen die rechtstreeks bij het geschil betrokken zijn, hebben uiteraard geen zitting in de bemiddelingsdienst.

§ 8. Alleen de voorzitter, ondervoorzitter, secretaris, adjunct-secretaris, referendaris, werkende leden en plaatsvervangers hebben recht op terugbetaling van de kosten bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993.

## Vertegenwoordiging van de betrokken partijen

Art. 11. § 1. Overeenkomstig § 2 van dit artikel kunnen de verzoeker, de betrokken inrichtende macht en alle representatieve werknemersorganisaties die in de centrale paritaire commissie zitting hebben, personen aanwijzen om het geschil voor de bemiddelingsdienst in te leiden.

§ 2. De betrokken inrichtende macht moet ten minste door een lid van die macht of van de directie vertegenwoordigd zijn. De behoorlijk gemandateerde vertegenwoordiger moet namens de inrichtende macht verbintenissen kunnen aangaan. Hij mag vergezeld zijn door technische adviseurs, die spreekrecht hebben.

## Inleiding van het geschil

Art. 12. § 1. Overeenkomstig artikel 11 hierboven vraagt de voorzitter dat elke partij het verschil inleedt volgens haar standpunt.

Hij kan de referendaris vragen, de uitslag van diens onderzoek mee te delen.

§ 2. Zonder zich over het geschil uit te spreken, kunnen de leden van de bemiddelingsdienst de betrokken partijen ondervragen.

De referendaris bezorgt alle nuttige inlichtingen en kan de partijen vragen stellen.

§ 3. Wanneer de leden van de bemiddelingsdienst van oordeel zijn dat zij voldoende voorgelicht zijn om een voor de partijen aanvaardbare oplossing uit te werken, verzoekt de voorzitter de vertegenwoordigers van de partijen zich terug te trekken om de bemiddelingsdienst geldig te laten beraadslagen.

§ 4. De notulen moeten de afgelegde verklaringen en de behandelde vragen getrouw en omstandig weergeven.

## Beraadslaging van de bemiddelingsdienst.

Art. 13. De bemiddelingsdienst, samengesteld overeenkomstig artikel 10 hierboven beraadslaat met gesloten deuren.

Er worden geen notulen van de beraadslaging van de bemiddelingsdienst opgemaakt.

Na beraadslaging kan de bemiddelingsdienst een oplossing voorstellen of vaststellen dat geen uitslag bereikt werd. Hij kan de partijen ook aanbevelen, op hun niveau onderhandelingen voort te zetten of aan te knopen.

Als hij geen eenparig voorstel kan doen, kan zijn voorzitter na overleg met alle vertegenwoordigde organisaties, de partijen een aanbeveling geven, om de onderhandelingen op hun niveau te bevorderen.

Elke conclusie van de bemiddelingsdienst wordt op staande voet opgesteld.

## Mededeling van de conclusies van de bemiddelingsdienst

Art. 14. Na de beraadslaging geeft de voorzitter de partijen lezing van de conclusies van de bemiddelingsdienst.

De secretaris geeft elke partij de tekst van die conclusies af.

De partijen worden dan verzocht hun standpunt te bepalen tegenover de conclusies: hun verklaringen worden in de notulen van de bemiddelingsdienst opgetekend.

## Overzending van de conclusies

Art. 15. Onverminderd de artikelen 14 en 16 van deze beslissing moet de voorzitter binnen 3 dagen na de vergadering van de bemiddelingsdienst een afschrift van de conclusies aan de partijen zenden alsook aan de referendaris en aan de organisaties die in de centrale paritaire commissie zitting hebben. Hij deelt hun ook mee welke standpunten tegenover die conclusies werden ingenomen.

## Termijn voor overzending van het proces-verbaal

Art 16. Het proces-verbaal van de vergadering wordt opgemaakt overeenkomstig deze beslissing en bevat als bijlage de conclusies van de bemiddelingsdienst. In dezelfde termijn als voor de verzending van de processen-verbaal van de vergaderingen van de centrale paritaire commissie wordt dit proces-verbaal overgezonden aan de partijen en aan de organisaties die in de centrale paritaire commissie zitting hebben.

## Verslag over de activiteit van de bemiddelingsdienst

Art 17. Ten minste eenmaal per jaar, in februari, legt de voorzitter aan de centrale paritaire commissie een verslag voor over de activiteit van de bemiddelingsdienst, met ten minste de volgende gegevens:

- a) aantal vergaderingen;
- b) voerwerp van de voorgelegde geschillen;
- c) synthese van de conclusies;
- d) overzicht van de standpunten van de partijen tegenover de conclusies.

Dit verslag, opgemaakt door de voorzitter, wordt ter bespreking voorgelegd aan de leden van de centrale paritaire commissie.

## Verplichting van de onderwijsinrichtingen

Art 18. Zodra deze beslissing bindend verklaard is door de Regering van de Franse Gemeenschap, moeten de inrichtende machten ressorterend onder de centrale paritaire commissie, deze beslissing bij hun arbeidsreglement voegen, binnen 2 maanden na de beslissing van de Regering.

## Inwerkingtreding van de beslissing

Art. 19. Deze beslissing heeft uitwerking op 5 april 1995.

Le Secretaris,  
G. FOSTY.

De Voorzitter,  
J.-L. RICHARD.

F. 95 - 2642

[S-C - WIN - 29426]

**2 JUIN 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'article 2 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 1er décembre 1970, 25 novembre 1976, 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 et par la loi de redressement du 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1976 et 29 août 1985 ainsi que par l'arrêté royal n° 72 du 20 juillet 1982;

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 30 mai 1975;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 10 mai 1995;

Vu le protocole du 9 mai 1995 du Comité de Secteur IX;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'informer rapidement les établissements d'enseignement de la modification du calendrier scolaire pour l'année scolaire 1995-1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 15 mai 1995,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 30 mai 1975, est remplacé par la disposition suivante :

"2° le congé annuel de vacances est pris entre le 1er juillet et le 31 août inclus.

Il est d'un minimum de trois semaines de calendrier et peut être pris à la convenance de l'agent, compte tenu des exigences du bon fonctionnement des établissements.